

Budget du Québec :

**C'est le moment de mettre fin à l'ère du bar ouvert au ministère des Transports, affirme l'Alliance pour le financement des transports collectifs**

Montréal, le 8 novembre 2012 – TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, estime que le premier budget Marois représente l'occasion pour le gouvernement du Québec de mettre fin à la culture du bar ouvert à la construction routière qui a grevé les budgets du ministère des Transports au cours des dernières années et de donner la priorité aux transports collectifs.

Alors que le Sud du Québec se trouve de plus en plus paralysé par la congestion automobile, TRANSIT souhaite que le gouvernement priorise enfin la consolidation et le développement des réseaux de transports collectifs, sans oublier la réfection nécessaire des infrastructures routières existantes. L'organisme demande au gouvernement de prolonger et de bonifier son soutien au développement des services de transports collectifs à même le Fonds vert et souhaite également que la part des investissements consacrés aux transports collectifs passe de 15% à au moins 30% des budgets d'infrastructures de transports du gouvernement.

Le ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, a d'ailleurs réitéré cet engagement électoral du Parti Québécois le mois dernier en concédant qu'il fallait « augmenter la proportion [consacrée aux transports collectifs]. Est-ce que ça va être 20%, 30%, 35%? On n'en est pas là. »<sup>1</sup> Avec l'adoption imminente du budget, TRANSIT considère que le gouvernement est maintenant « rendu là ». « Le gouvernement du Québec a investi près de 6 milliards de dollars au cours des 5 dernières années pour construire de nouvelles autoroutes, tout en disant manquer d'argent pour les transports collectifs et les réfections urgentes du réseau routier », rappelle Karel Mayrand, directeur-général de la Fondation David Suzuki au Québec, « il est temps de revoir nos priorités ».

D'autre part, l'Alliance estime qu'il faut augmenter le soutien au développement de l'offre de service de transports collectifs, en renouvelant et en bonifiant la redevance sur les hydrocarbures versée au Fonds Vert. Le programme de soutien existant, le Programme d'aide gouvernemental à l'amélioration des services en transports en commun (PAGASTC), arrive à échéance à la fin décembre et il est impératif de le prolonger dans le temps, affirme TRANSIT, puisqu'il aura permis des gains spectaculaires d'achalandage au cours des dernières années.

« Le Parti Québécois s'est engagé à élever le développement du transport collectif au rang des priorités nationales : rééquilibrage des investissements publics en faveur des transports collectifs, prolongement du métro de Montréal, implantation de voies réservées, développement des trains de banlieue, réduction de la dépendance aux énergies fossiles, développement d'une vision intégrée des transports à l'intérieur d'une politique de mobilité durable. La mise en place de ce programme débute avec le prochain budget » souligne Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal.

---

<sup>1</sup> La Presse, « Plus d'argent pour les transports en commun », 2 octobre 2012. URL: <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201210/02/01-4579506-plus-dargent-pour-les-transports-en-commun.php>

Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville, explique pour sa part que « l'arrimage des choix budgétaires avec les engagements du gouvernement, mais aussi avec les grandes politiques de l'État, conduit inévitablement à un réinvestissement dans les transports collectifs. En dépensant sans compter dans les routes dans la dernière décennie, les objectifs de réduction de 25% des émissions de GES d'ici 2020 seront bien difficiles à atteindre ».

« Lors des consultations de la Communauté métropolitaine de Montréal sur le financement du transport collectif, tenues au printemps, les élus ont fait des recommandations fortes au gouvernement du Québec, dont cette proposition de rééquilibrage des investissements publics en faveur des transports collectifs », rappelle Florence Junca-Adenot, directrice du Forum Urba 2015 de l'UQAM. « Le budget est donc l'occasion pour le gouvernement de répondre aux attentes de la grande région montréalaise. »

Ces deux avenues budgétaires, un rééquilibrage des investissements en faveur des transports collectifs et le maintien et la bonification du soutien aux services de transports collectifs à même le Fonds Vert, apparaissent incontournables pour financer tant les infrastructures que leur opérationnalisation et se retrouvent au cœur des recommandations que l'Alliance a fait parvenir au gouvernement en prévision du budget. Le mémoire pré-budgétaire de Transit est disponible sur le site [www.transitquebec.org](http://www.transitquebec.org).

-30-

#### **À propos de TRANSIT :**

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : [www.transitquebec.org](http://www.transitquebec.org).

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a émis une série de recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transport à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation supplémentaires pour la région montréalaise, la suspension du développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, une répartition plus équitable du FORT, le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

#### **Renseignements :**

Philippe Cousineau Morin  
514-799-1906  
[info@transitquebec.org](mailto:info@transitquebec.org)